

DÉPARTEMENT
DE L'EURE



Ville d'Evreux

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE D'ÉVREUX

Transmis	SDA			
Date	25 NOV.	1998		
Diffusé	Attr	P Rep	Avis	Info
DDE				<input checked="" type="checkbox"/>
ADDE				<input checked="" type="checkbox"/>
CMQ				
C Gest				
Ch. COM				
SEC GEN				
SHUO				
SATE	<input checked="" type="checkbox"/>			
SEGT	<input checked="" type="checkbox"/>			
SGRT				
SEC				<input checked="" type="checkbox"/>
SUBDI				<input checked="" type="checkbox"/>

SESSION ORDINAIRE

--ooOoo--

SEANCE DU JEUDI 22 OCTOBRE 1998

--ooOoo--

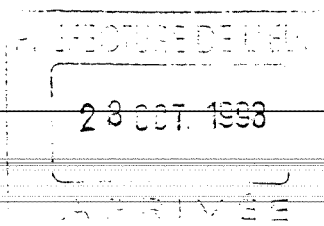
L'An Mil Neuf Cent Quatre Vingt Dix Huit, le
JEUDI 22 OCTOBRE, les membres du Conseil Municipal,
convoqués individuellement par lettre en date du 15 Octobre
1998, se sont réunis en l'Hôtel de Ville, dans la salle de
leurs délibérations.

La séance est ouverte à 20 H 55, sous la
présidence de Monsieur PLAISANCE, Maire.

Mme POULLOIN, élue secrétaire de séance,
prend place au bureau, procède à l'appel nominal et constate
la présence de M. PLAISANCE, Maire, MM. TINSEAU, PAVON,
ALBERT, SAUSSAYE, CARON, GOURICHON, Mme CARTRON-CHAMPEAU,
MM. CASSIUS, GRANDSIRE, GUAIS, Adjoints au Maire,
MM. ELHAÏK, LE VOURC'H, ROLLAND, LEBLANC Jean-Pierre, JUTEL,
NOGAREDE, COLLIN, FOUBERT, RIGAL, DESLANDES, METAYER,
NICCHI, MICHEL, LAHEYE, Mmes THIBEDORE, NICOLAS, MM. HUBERT,
SCHUMACHER, SIMON, Mme CONTE, MM. DUPONT, PELISSIER, BEREUL,
CHAMPREDON, Mme CAILLAT, Conseillers Municipaux.

ABSENTS EXCUSES : M. LEBLANC Michel, Adjoint au Maire,
représenté par M. JUTEL, M. BUREAU, Adjoint au Maire,
représenté par M. TINSEAU, M. GARCIA, Conseiller Municipal,
représenté par M. ELHAÏK, Mme RAGUZ, Conseillère Municipale,
représentée par M. COLLIN, M. HERBILLON, Conseiller
Municipal, représenté par Mme CONTÉ, M. HOUDINIÈRE,
Conseiller Municipal, représenté par Mme NICOLAS.

--ooOoo--



EAU & ASSAINISSEMENT

Schéma Directeur
d'Alimentation en
Eau Potable de l'agglomération
d'Evreux

Dans le cadre des conclusions de la Déclaration d'Utilité Publique de la Déviation d'Evreux émises par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, il a été demandé à la Ville de mettre en oeuvre un Schéma d'alimentation en eau potable dans un délai compatible avec la mise en service de la route express.

Il s'agit de trouver des nouvelles ressources en eau suffisantes, tant en qualité qu'en quantité, pour se substituer totalement aux ressources actuelles, soit 25 000 m³/j minimum.

Une étude a été engagée en 1991-92, complétée en 1996, démontrant des potentialités significatives au Nord de l'Agglomération Ebroïcienne.

Cette étude a été reprise et a ainsi permis l'élaboration d'un nouveau schéma directeur et de trouver d'autres captages permettant :

- la diversification des ressources en eau,
- de s'affranchir de tout risque de pollution accidentelle depuis la rocade,
- d'optimiser les investissements (faible distance, maintien des systèmes d'adduction et de traitement existants),
- d'obtenir des quantités suffisantes dans un délai réduit.

Le schéma directeur proposé est le suivant :

Il est composé de deux phases :

1ère phase (court et moyen terme)

- secteur de la Queue d'Hirondelle	6 000 m3/j
- secteur de la Côte au Buis	10 000 m3/j
- secteur de Bérengeville	26 000 m3/j
	<hr/>
	42 000 m3/j

2ème phase (plus long terme)

- secteur Nord de Gravigny à Houetteville 29 000 m3/j.

Conformément à la législation en vigueur, la D.U.P. est indispensable pour autoriser la dérivation des eaux, acquérir par voie d'expropriation, à défaut d'accord amiable, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiat, ainsi que pour grever des servitudes légales les terrains compris à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée contre la pollution des eaux.

Au vu de ce qui précède, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- APPROUVER le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable tel qu'il est présenté
- SOLLICITER la Déclaration d'Utilité Publique de la dérivation des eaux et des périmètres de protection conformément à l'article 113 du Code Rural et à l'article L 20 du Code de la Santé Publique, modifié par l'article 13.1 de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992
- s'ENGAGER à acquérir et faire clôturer le périmètre de protection immédiat des captages alimentant le réseau d'eau
- s'ENGAGER à indemniser les usiniers et tous les ayants-droit des terrains inclus dans les périmètres rapprochés et éloignés, des dommages prouvés qu'ils auraient subis du fait du captage, de la dérivation des eaux ou simplement des servitudes qui leur seront imposées dans ces périmètres.
- SAISIR la MISE (Mission Inter Services de l'Eau) de son projet
- DEMANDER à Monsieur le Préfet la désignation par Monsieur l'Hydrogéologue agréé coordonnateur, d'un Hydrogéologue agréé pour la définition des périmètres de protection des futurs champs captants

- SOLLICITER l'assistance des services compétents de l'Etat
- SOLLICITER les subventions auxquelles la Ville peut prétendre auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil Général pour mener à terme cette opération
- INSCRIRE les crédits nécessaires pour la réalisation des études et travaux
- AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à lancer les appels d'offres, les marchés nécessaires et les éventuels avenants, ainsi que les conventions à intervenir
- SOLLICITER l'autorisation de distribuer l'eau pompée en vertu de l'article 4 du décret 89-3 modifié.

ADOPTE

Acte certifié exécutoire
le 23 OCT 1998
Pour le Maire,
l'Adjoint

LE REGISTRE DUMENT SIGNE
POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE

